



LA FEDERATION COMMUNIQUE

COMMISSION ATTALI : A LA SOUPE !

N. Sarkozy vient de créer une commission « Pour une libération de la croissance française » présidée par J. Attali. Le Président de la République, comme un monarque, crée commission sur commission à son bon vouloir. Une telle politique a plus à voir avec les tréteaux qu'avec des orientations démocratiquement élaborées et utiles au pays. Collatéralement, elle permet à quelques unes et quelques uns de se recycler ou, tout bonnement, d'aller à la soupe.

Les circonstances et la composition de cette dernière sont plutôt gratinées.

Le Conseil d'Analyse Economique vient de rendre un rapport sur « les leviers de la croissance française » qui se montre de façon implicite assez critique à l'égard des mesures prises depuis le 6 mai. Serait-ce parce que ce Conseil a été créé par l'ex-Président et que ses conclusions ne plaisent pas en haut lieu, qu'une nouvelle commission est créée ?

Sa composition correspond en effet beaucoup plus à ce qu'il en attend. On peut en juger : sur les 42 membres qui composent cette commission, 21 sont des PDG ou des représentants des milieux d'affaires. On peut gager que ceux-ci ont des propositions déjà finalisées intégrant les objectifs de N. Sarkozy de mise en cause des avancées sociales (CDI, régimes spéciaux, 35 h, protection sociale solidaire inter-générationnelle...). Rien de moins que le programme du Medef. Ainsi le PDG de Nestlé, Peter Brabeck est-il membre de cette commission. Les salariés du groupe et de l'ensemble des industries agroalimentaires peuvent juger des réflexions pour « libérer la croissance » à l'aune de ce qu'ils vivent tous les jours : restructurations, délocalisations, licenciements par milliers et remise en cause des acquis sociaux.

Comment œuvrer pour la croissance (et quel type de croissance si ce n'est pas pour répondre aux besoins de la population et faire que les gens vivent mieux) lorsque l'on a pour stratégie la casse de l'emploi pour enrichir une petite minorité au détriment de la grande majorité des salariés.

Que certains se fourvoient dans ce genre de « club », ils ne redoreront pas ainsi leur blason déjà fort terni.

Montreuil
Le 20 septembre 2007